



Atelier Virtuel #2

L'accès inclusif aux financements climat suite à la crise Covid-19

Facilitateur: Romain Cruzet - Directeur des Programmes à Climate Chance Association

Intervenants:

Rafael Moser - Chargé de programmes LoCAL - UNCDF

Titilope Akosa - Coordinatrice au GCF Gender Monitors Africa, Directrice Exécutive au Centre for 21st Century Issues

Thierry Tchekpo - Chargé de mobilisation et de partenariats au GIC des Collines du Bénin

Justine Audrain - Directrice adjointe des programmes FMDV

Liens utiles :

Association Climate Chance Coalition Accès aux financements climat	Coalition Accès aux Financements climat ici : https://www.climate-chance.org/sommets-coalitions/coalitions-africaines/coalition-access-financements-acteurs-non-etatiques-africains/ La feuille de route: https://www.climate-chance.org/wp-content/uploads/2018/11/climate-chance-afrique-2018-financement.pdf
UNCDF et LoCAL	https://www.uncdf.org/fr https://www.uncdf.org/local/homepage
GCF - Gender Monitors for Africa	https://www.climate-chance.org/en/best-practices/green-climate-fund-gender-monitors-for-africa/
Geres	https://www.geres.eu/ , suivez le lien pour découvrir tous les projets ici : https://www.geres.eu/nos-actions/nos-projets/ More information on the Geres here: https://www.geres.eu/en/ , find out more about their projects here; https://www.geres.eu/en/our-actions/our-projects/
FMDV	https://www.fmdv.net/

Grands Enseignements:

- Chaque panéliste a présenté son organisation, la façon dont ils ont été touchés par la crise COVID-19, la façon dont ils y ont répondu et le sujet de l'accès au financement climat.



- Chaque acteur du panel a visiblement été touché par la COVID-19, et certains ont réussi à y répondre. L'[UNCDF](#) a mis en place de nouvelles subventions disponibles en format "numériques" pour continuer à permettre aux collectivités locales d'accéder au financement climat. Les organisations de femmes telles que le [Centre for 21st Century Issues](#) ont vu leurs activités s'arrêter mais ont depuis planifié de futures formations pour les femmes. Le [GIC](#) des Collines du Bénin continue à rechercher des financements climat pour des projets locaux et a insisté sur le besoin et l'importance de disposer de données climat de qualité en Afrique. Enfin, le [FMDV](#) a mis en place un coaching de projet pour les autorités locales, des budgets participatifs et des laboratoires vivants ("living labs").

Rafael Moser : [UNCDF](#), est l'organe de financements de l'ONU spécialisé dans les Pays les Moins Avancés, et LoCAL est un mécanisme de mise en commun et de canalisation des fonds par l'intermédiaire des gouvernements nationaux. L'UNCDF a répondu à la COVID-19 à travers les "[Subventions de résilience climatique basées sur la performance](#)" : canaux numériques, aide aux PME, collaboration avec les gouvernements locaux, subventions aux PME et aux municipalités en ligne ; Création d'une note d'orientation pour les gouvernements locaux. Les enseignements tirés de la COVID-19 seront intégrés dans la planification/le financement climat.

Titilope Akosa : Représentation une organisation de femmes qui travaille sur le renforcement de la voix des femmes africaines dans les plans d'action (chaque proposition du FCM doit être approuvée). Création d'une Coalition COVID pour l'action locale : formation et distribution de masque et de désinfectant. Poursuite de l'engagement aux niveaux international, national et local, aide aux femmes du secteur informel touchées par la COVID-19, poursuite du suivi des fonds pour s'assurer que les femmes locales en bénéficient.

Thierry Tchekpo : Le [GIC](#) est le groupement de communes des Collines, les difficultés et opportunités sont donc spécifiques aux Collines - le programme "[CEMAATERR](#)" a été mis en place avec le GERES pour la planification climat/énergie - difficulté d'accès aux fonds liée à la difficulté de collecte, d'organisation et de suivi des données au niveau local, questions de réflexion soulevées par COVID-19, résilience et continuité des financements à travers les crises.

Justine Audrain : [FMDV](#) est un réseau mondial promouvant le développement urbain durable et intégré. Elle a évoqué l'importance et les obstacles de la décentralisation et à l'autonomie financière, exacerbés par COVID-19. Aussi, l'accès à des moyens diversifiés, et à des fonds plus modestes, notamment les actions et innovations de FMDV à cet égard.

Romain Crouzet - Directeur des programmes à Climate Chance Association:



Climate Chance rassemble les acteurs non étatiques dans leur diversité, et vise à créer plus de synergies entre les 9 groupes majeurs reconnus par la CCNUCC. Nous avons notre site web, où nous publions toutes les informations sur l'action climat territoriale. Il y a l'Observatoire, qui analyse l'action climat effectivement réalisée dans le monde, et qui publie des Bilan annuels. Climate Chance organise des sommets annuels, réunissant nos différentes coalitions, chacune ayant sa propre feuille de route. Malheureusement, cette année, comme il n'est pas possible de tenir le sommet qui était prévu au Rwanda, nous avons - malgré la situation actuelle - décidé d'aller de l'avant avec cette série d'ateliers virtuels. Grâce à ces ateliers virtuels, nous allons continuer à mobiliser nos coalitions et à assurer le suivi de nos feuilles de route.

1er cycle d'ateliers :

- Reprendre contact avec les coalitions, présenter les changements de situation dus à la pandémie de Covid-19
- Le deuxième tour à l'automne, pour se concentrer sur les feuilles de route des coalitions.

Le webinaire d'aujourd'hui : l'accès inclusif aux financements climat pendant la crise de la Covid-19. Nous avons déjà eu un atelier sur ce sujet l'année dernière, avec les co-pilotes de cette coalition, et nous allons essayer de voir comment les sources de financement climat évoluent pendant cette période.

Rafael Moser - LoCAL - UNCDF:

UNCDF est un organe de financement des Nations Unies chargé des fonds et des prêts. Il travaille principalement avec les PMA (pays les moins avancés) ainsi qu'avec d'autres pays en développement. Le mécanisme LoCAL vise à établir une **réserve nationale de fonds** et de faire transiter les fonds par les gouvernements nationaux. Les "PBCRG" (Performance based climate resilience grants) "Subventions pour la résilience et le climat fondées sur la performance" +10-20%, pour que les gouvernements locaux puissent accéder aux fonds, ils doivent respecter un ensemble de nombreuses conditions d'accès (bonne gouvernance, gestion des fonds publics, également des mesures liées à l'adaptation etc). Tout cela, à la fin de chaque cycle financier, est évalué. Selon le lieu, les allocations ultérieures seront plus ou moins élevées.

LoCAL possède un mécanisme global basé sur les pays, qui est engagé dans plus de 20 pays. Il fonctionne à travers différentes phases : un premier pilote, suivi par la phase I, la phase II et la phase III, chaque phase étant plus importante que la précédente.

Avec l'arrivée et l'expansion de la COVID 19 nous avons été touché mais la réponse du UNCDF a consisté en 3 approches, 2 instruments de réponse rapide.

Les 3 approches étaient :



- Les canaux numériques : soutenir les paiements numériques pour permettre les principaux flux financiers et d'autres solutions pour limiter la perturbation des fournitures et du commerce essentiels pendant la pandémie.
- Aider les PME : injection de capitaux ciblés dans les PME pour stabiliser les économies locales et accélérer la reprise.
- Travailler avec les gouvernements locaux afin de renforcer leur capacité à contribuer à la reprise suite à la pandémie. Renforcer la capacité des gouvernements locaux à déployer rapidement des fonds pour répondre aux besoins locaux.

Les instruments de réponse rapide comprennent :

- Subventions pour les PME. Des subventions basées sur la performance offertes aux entreprises sociales et aux organisations à but non lucratif directement engagées dans la réponse à la COVID-19.
- Subventions E-municipal : transferts fiscaux basés sur la performance aux gouvernements locaux.

Les gouvernements locaux sont en première ligne de la réponse. L'UNCDF a créé une note d'orientation ("[Guidance Note](#)") pour l'action immédiate des gouvernements locaux dans le cadre de la réponse d'urgence à la COVID-19 sur ce que les collectivités locales peuvent faire pour soutenir le redressement, immédiatement et à long terme. Sources potentielles de financement pour les gouvernements locaux : ressources propres, transfert fiscal intergouvernemental, emprunts infranationaux, etc. Les lignes directrices de UNCDF, se concentrent sur ce que les gouvernements locaux afin de les soutenir la reprise à court, moyen et long terme.

"Note d'orientation pour une action immédiate" Exemples :

- Accroître la capacité du système de santé local
- Sensibilisation et mobilisation de la communauté
- Mesures de protection sociale
- Respect de l'ordre public et des règlements
- Poursuite de la fourniture de services essentiels
- Mesures d'aide aux économies locales

Opportunités de promouvoir une "reprise verte" avec trois avantages : le climat, la santé humaine et la prospérité. Ne pas revenir au "business as usual" mais promouvoir une "reprise verte" avec un triple bénéfice : le climat, la santé humaine et la prospérité.

- Pour en venir aux leçons tirées du Covid-19. Nous pouvons utiliser l'expérience acquise lors cette pandémie et l'appliquer au contexte du financement du climat. Exemples de financements nouveaux et supplémentaires créés dans plusieurs pays. Les canaux qui ont été utilisés pendant la pandémie ont ciblé ceux qui étaient le plus dans le besoin, au niveau des ménages et des individus. Nous pouvons utiliser la même expérience pour cibler ceux qui sont le plus dans le besoin du point de vue de l'adaptation au climat.



Nous avons également constaté que le climat est une question multidimensionnelle, la pandémie de Covid-19 a montré comment des facteurs non climatiques peuvent affecter les capacités d'adaptation. Nous devons donc voir comment inclure les facteurs climatiques et non-climatiques dans le processus décisionnel.

Subventions de résilience climatique basées sur la performance (PBCRG) :

- L'UNCDF a reçu beaucoup de demandes. Nous disposons d'une évaluation consultative pour comprendre réellement leurs besoins au niveau local.
- Nous sommes confrontés à la question de l'intégration de la réponse à la Covid 19 dans les réponses Vs. la réaffectation des financements essentiels pour le climat. Comment pouvons-nous nous assurer que ces derniers, qui sont déjà rares, ne soient pas davantage détournés ?

Objectif : identifier les domaines dans lesquels un système de subventions basé sur la performance pourrait être utilisé comme mécanisme de mise en œuvre pour soutenir une préparation, une réponse et une reprise efficaces au niveau local, tout en s'associant à une résilience accrue des gouvernements et des communautés locales.

Par exemple :

- Sensibilisation du public et application de la législation ; activités de sensibilisation, diffusion d'informations au public, inspections, etc.
- Aider les collectivités locales à se procurer des médicaments et des équipements de protection (y compris des désinfectants, des masques, des gants, etc.), des équipements médicaux, des fournitures pour les hôpitaux et les laboratoires, etc.
- Soutenir la réhabilitation mineure des centres de traitement COVID-19 et des petites infrastructures communautaires résistantes : stations de lavage des mains, points d'eau, extension de l'approvisionnement en eau, etc.
- La sécurité alimentaire à travers l'agriculture intelligente pour le climat

Exemples de pays: Ghana, La Gambie, Tanzanie et le Bangladesh.

Question de Romain Crouzet : Il est important de continuer à travailler sur les questions climatiques, y a-t-il une préoccupation sur la façon dont vous allez gérer les fonds, le financement allant à l'adaptation : encore faible par rapport aux besoins, comme nous l'avons constaté dans la feuille de route de la coalition Accès aux Financements Climat en Afrique : le manque de ressources financières pour la mise en œuvre des CDN africaines est exprimée par tous comme étant une barrière majeure. Les flux financiers internationaux climat vers l'Afrique subsaharienne sont stables, à hauteur de 12 milliards USD (sachant qu'environ 20% a été dirigée vers l'Afrique du Sud). Les coûts de l'adaptation pourraient représenter jusqu'à 6% du PIB du continent africain dans un monde à +4°C (1% dans un monde en deçà de +2°C)² . Ils représenteraient entre 50 et 95 milliards USD par an d'ici à 2050. . Comment faire pour que la réponse à la crise du Covid-19 n'élude pas l'enjeu majeure de l'adaptation au changement climatique et la bonne réalisation des plans d'action climat des pays (CDN) ?



Titilope Akosa - GCF Gender Monitors Africa, Centre for 21st Century Issues :

Lagos est une ville avec une population dense, c'est également l'épicentre de la pandémie de la Covid-19 au Nigeria. Le premier cas fut en février, et nous en avons eu beaucoup d'autre depuis. Le gouvernement central a bien répondu à travers des tests quotidiens, la quarantaine pour les personnes qui ont été testées positives.

Pour nous en tant qu'organisation de femmes, avant la pandémie, nous faisons un travail très important avec le Fonds Vert pour le climat, à l'échelle internationale et régionale, et nous nous mobilisons pour que nos voix soient entendues. Par exemple, nous allons au conseil du Fonds Vert avec des propositions africaines. Nous essayons de garantir que les voix des femmes africaines soient prises en compte. Chaque proposition qui est approuvée doit avoir un plan d'action pour le genre, afin que les femmes puissent bénéficier du fonds.

Depuis le début de la pandémie, les échanges ont été très limités car la plupart des activités se sont limitées à des activités virtuelles. Beaucoup de femmes n'ont ni téléphone ni accès à internet. Que faisons-nous pour continuer à faire participer les femmes locales ? Nous avons mis en place une "Coalition Covid", nous avons actuellement de nombreux groupes de la société civile, nous savons que les femmes sont inégalement touchées.

En termes de taux d'infection, les hommes sont plus infectés, mais ce sont les femmes qui doivent s'en occuper.

Notre "Covid Coalition" travaille au niveau local, à la sensibilisation du grand public. Si nous prenons l'exemple de Lagos, beaucoup d'habitants ne comprennent pas pourquoi nous devons porter des masques ou utiliser des désinfectants. Dans les endroits où il n'y a pas d'eau courante, comment peuvent-ils se laver les mains ? En tant que coalition, nous avons distribué des désinfectants et des masques.

Nous travaillons également avec le Centre d'urgence Covid (EOC) du gouvernement, où sont prises toutes les décisions concernant la pandémie de Covid-19. Nous prenons des informations sur le terrain et les intégrons dans ces décisions.

Nous continuons à nous allier à nos partenaires internationaux pour la GCF, et à travailler sur le terrain, en contact avec les gouvernements locaux à mesure que le blocage s'atténue. D'ici août, nous espérons pouvoir à nouveau mobiliser le gouvernement, voir à quelle part des fonds nous avons droit, voir comment les femmes peuvent être incluses. Nous travaillons à la formation des femmes et leur donnons les outils nécessaires pour contrôler les fonds.

Il y a une discussion sur la réouverture des écoles, qui est un sujet très important. Nous essayons de voir comment l'infection peut être contrôlée si les écoles doivent rouvrir, et sinon, comment faire en sorte que l'apprentissage continue ? L'apprentissage par la radio est l'une des solutions. Il y a des communautés qui n'ont pas accès à la radio, et nous nous efforçons de faire en sorte que tout le monde y ait accès - que ce soit au niveau primaire, secondaire ou universitaire.



Nous essayons de faire face, nous savons que les choses ne seront plus comme avant, et nous devons repenser la façon dont nous allons mobiliser le gouvernement.

Question de Romain Crouzet : Avez-vous développé des activités pour augmenter les revenus des femmes dans le secteur informel, qui sont fortement touchées par tout cela ?

Titilope Akosa : Ce sont en fait de grands domaines que nous examinons. Le ministère concerné au sein du gouvernement essaie d'accorder des transferts conditionnels en espèces aux femmes, et de leur donner les moyens de créer/redémarrer leur propre entreprise. Nous nous efforçons de faire en sorte que les femmes locales en bénéficient. Au niveau national, nous prévoyons de rassembler les femmes, dans différents endroits, et d'avoir des convergences de femmes dirigeantes. Nous voulons voir un effet d'entraînement, en formant les femmes et en veillant à ce qu'elles en tirent profit.

Thierry Tchekpo - GIC des Collines du Bénin :

- Dans quelles mesures les collectivités locales sont au premier rang de la gestion de la pandémie de Covid-19, comment le Bénin a vécu cela ? Quel est le lien à faire entre niveau national et vous sur le terrain ?

Les Collines est un département du centre du Bénin, composés de 6 communes, superficie territoriale 14 000 km², 800 000 habitants. Le contexte climatique est partagé entre la réalité climatique de la région nord et celle de la région sud. Un modèle climatique propre mais qui reçoit les influences des régions sud et nord. Cela a créé un contexte hybride, difficile à contrôler. Qu'est ce que le GIC fait ? Les Collines est un territoire à haut potentiel agricole, habité par une population assez pauvre. A l'échelle du Bénin, si on regarde les collectivités qui font des efforts et prennent des initiatives pour lutter contre le changement climatique, on pense nécessairement au GIC.

En terme de planification climatique, le GIC est très en avance: accompagnement du GERES sur les thématiques de changement climatique et transition énergétique sur le territoire; avec un programme "CEMAATERR". Ce projet "Climat-Énergie : Mesures d'Adaptation et d'Atténuation sur les Territoires Ruraux et villes secondaires relais climat" : planification climatique/énergétique, structuration des acteurs pour permettre le partage des formations et des pratiques, développement des actions au sein des communautés.

Phase 1 terminée, la phase 2 est en train de démarrer. Plusieurs activités sont prévues avec un focus sur la question des biomasses à l'échelle du territoire.

Pour l'accès aux financements: il n'est pas aisé pour les collectivités locales du Bénin d'y avoir accès, au Bénin, en terme de dispositif de financement pour les organisations climats,



il y a le Fond National pour l'environnement et le climat (FNEC). Annuellement des appels à projets/à concours sont lancés : sélectionner les actions/initiatives les plus performantes qui bénéficieront de micro-financements pour développer leurs actions. Il y a quelques aspects à prendre en compte. Dans le contexte béninois : les critères de sélection des porteurs de projet, que ce soit une collectivité locale (grande ville, ou territoires ruraux), les ONG petites ou grandes; les critères restent les mêmes. Cela pose un problème pour les collectivités territoriales, on ne tient pas compte des spécificités contextuelles pour définir les critères. Les critères de performance par exemple : ce n'est pas le jour où on reçoit le formulaire que l'on doit structurer nos données : obligation d'anticiper et de mettre en place des dispositifs de collecte de données pour pouvoir, un jour, répondre.

→ Les contexte Covid-19 nous fait retenir une leçon: il faut qu'on réfléchisse la "chose climatique" de façon intégrée pour ne plus seulement la voir comme une manifestation climatique, il faut qu'on réfléchisse dans l'idée de dire : *"ok on fait des réflexions, actions, et si demain un phénomène naturel nous contraint, et on peut pas utiliser le mécanisme classique qu'on a mis en place: quelles sont les mesures de résilience dont on dispose? Soit on continue les actions, soit on doit être mesure de les arrêter et de les reprendre en un temps X plus tard."* Les nations s'arrêtent, mais le suivi également, cela pose problème : sans suivi pas de financement.

Justine Audrain - FMDV :

- Est ce que la crise actuelle permet l'accélération de la décentralisation financière tant demandée?

Le FMDV : réseau mondial de collectivités locales dédiées à promouvoir et à développer des solutions de financement et d'investissement pour un développement urbain durable et intégré. Un travail en appui conseil auprès des gouvernements centraux et locaux pour mobiliser l'expertise technique et l'ingénierie (...) afin d'organiser les conditions préalables à un accès qui soit facilité aux ressources financières. Plus généralement, et du fait de cette crise, le risque qui était lié au manque de solvabilité des acteurs s'est accru, surtout en Afrique sub-saharienne où la décentralisation fiscale et l'autonomie financière est moins avancée. Et c'est aussi ce qui rend les investisseurs plus frileux. Donc encore une fois le problème de l'accès aux financements pour les collectivités locales restent d'autant plus un enjeu aujourd'hui. Pour citer quelques chiffres, on estime que la crise a engendré aujourd'hui une baisse de 30 % du budget pour les villes africaines et même jusqu'à 50 % si on prend en compte le manque à gagner relatif aux impôts et aux taxes. C'est donc une crise majeure, de la fiscalité, de l'autonomie financière et donc de la décentralisation.

En parallèle, nous nous attendons à une diminution des transferts des Etats. Puisque les Etats sont dans l'obligation aujourd'hui de se recentrer, du fait de la crise, sur leurs obligations régaliennes. Un paradoxe émerge à l'interstice et à l'intermédiaire entre les



collectivités locales, les acteurs locaux et les institutions financières : aujourd'hui, les bailleurs de fonds publiques ou privés ne parviennent pas à décaisser leurs lignes de crédit et d'investissements qui sont mises en place au profit des villes. Nous estimons également que les "Project Preparation Facilities", des facilités pour aider les collectivités locales ou les acteurs locaux en général à préparer leur projet, ont un taux de décaissement en dessous de 50% en moyenne.

Un autre enjeu est à souligner (il rejoint le problème pour les collectivités à une capacité à accéder à des plus petits fonds) : la plupart des investisseurs financent des projets qui vont au delà de 50 000\$. Donc l'accès aux financements est difficile, l'accès à des moyens diversifiés de sources de financements et d'augmenter leur autonomie financière est complexifié et notamment en période de crise.

L'intervention du FMDV, 3 axes d'intervention pour la décentralisation :

- Appuyer les acteurs locaux dans la conception de stratégies et solutions opérationnelles pour le financement des territoires à toutes les échelles : aussi bien internationale avec par exemple la création de l'[International Municipal Investment Fund](#) - qui a été créé avec UNCDF et CGLU ; à l'échelle régionale sur la décentralisation financière (avec notamment l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine dont fait parti le Bénin et les institutions financières des collectivités) ; à l'échelle nationale en direct avec les ministères qui sont en charge de la décentralisation et des villes pour structurer les stratégies de localisation en amont du développement du projet pour créer ces conditions pour que les projets puissent intégrer ces critères dont parlait Thierry Tchekpo. Par ailleurs un autre enjeu est de développer des programmes qui soient nationaux et pas seulement internationaux pour correspondre aussi aux conditions et aux enjeux qui sont observés localement. En dernier ressort et la dernière échelle sur laquelle nous intervenons est l'échelle locale auprès des collectivités, notamment sur des démarches qui sont très innovantes avec les collectivités.
- Organiser la convergence des parties prenantes : parmi toutes ces échelles (toute l'échelle de valeur de production .. de projet), structurer des alliances à des échelles régionales, interrégionales et nationales pour aussi donner naissance à ces programmes nationaux. Exemple : organisation en juin dernier avec le royaume du Maroc d'une réunion ministérielle sur la relance post-covid.
- Contribuer au débat international sur la localisation du financement : un travail notamment avec la Cities Climate Finance Leadership Alliance (CCFLA) : la coalition des acteurs des finances climat des acteurs des villes.

Souligner le fait que l'enjeu pour les collectivités est dans la décentralisation, la question de la diversification des sources de financement, notamment l'accès à des plus petits fonds. Nous observons aujourd'hui qu'il y a pour les acteurs locaux un enjeu de pouvoir agréger aussi bien un projet que de la finance. D'autre part l'enjeu qu'est de trouver des solutions innovantes pour le lever les freins à l'accès au financement par les acteurs locaux,



notamment les financements fléchés climat; et à ce sujet, le FMDV propose 3 démarches innovantes :

1. Coaching de projet: des séances de coaching auprès des collectivités pour qu'elle puisse améliorer leur présentation technique et financière et pour qu'elles puissent accéder à un dialogue partagé avec les partenaires techniques et financiers.
2. Budgets participatifs: aujourd'hui très répandus et aussi enjeu très important pour permettre aux citoyens de contribuer aux arbitrages budgétaires de leur ville et de manière plus générale un engagement citoyen au niveau local qui favorise et aide la décentralisation.
3. Les living lab pour créer des écosystèmes où les apporteurs de technologies, les financeurs, les acteurs publiques, etc. puissent converger, tester et développer. Le FMDV travaille notamment avec des acteurs africains, notamment la ville de Kampala, pour laquelle le premier living lab sur des technologies vertes est en cours de mise en place, en lien avec les villes de Paris et de Johannesburg.

Conclusion de Romain Crouzet

Explication de la [Coalition sur l'Accès aux Financements Climat](#), de sa feuille de route et de ses activités, et brève explication sur l'idée de créer à terme un "Portail des financements climat" sur lequel Climate Chance travaille actuellement, en réponse à la demande de "voir plus clairement les différentes sources de financement des projets climat". En effet, Climate Chance mène courant 2020/2021 une étude de préfiguration des financements de moins d'1 million d'euros disponibles pour les petits acteurs non étatiques, afin de vérifier la faisabilité d'un portail sur ces financements climat. Invitation à nous contacter pour nous faire part de vos idées et de vos commentaires sur association@climate-chance.org